

Belgium-Liège: Project management consultancy services

OJ S 124/2023 30/06/2023

Contract notice

Services

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: SPI

National registration number: BE0204259135

Postal address: Rue du Vertbois, 11

Town: Liège

NUTS code: BE33 Prov. Liège

Postal code: 4000

Country: Belgium

Contact person: Monsieur Bernard REUL

E-mail: bernard.reul@spi.be

Telephone: +32 42301248

Fax: +32 42301120

Internet address(es):

Main address: www.spi.be

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/2037/MS/2023>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://eten.publicprocurement.be>

I.4. Type of the contracting authority

Other type: Intercommunale

I.5. Main activity

Economic and financial affairs

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

ACCORD-CADRE : AUTEUR DE PROJET POUR LES OUVRAGES LOCALISES DANS LE BASSIN DE LA VESDRE

Reference number: 2023-2037

II.1.2. Main CPV code

72224000 Project management consultancy services

II.1.3.

Type of contract

Services

II.1.4. Short description

voir II.2.4

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 500 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

71335000 Engineering studies

II.2.3. Place of performance

NUTS code: BE33 Prov. Liège

Main site or place of performance: Province de Liège

II.2.4. Description of the procurement

Le présent marché est un marché de services dont l'objet concerne des missions d'ingénierie en stabilité pour tout type d'ouvrages et travaux situés le long du bassin de la Vesdre.

Ce marché est passé dans le cadre de l'«Etude et facilitation préalable à la reconstruction résiliente des berges du bassin de la Vesdre». L'objectif opérationnel visé de ce projet est celui de sécuriser les

cours d'eau en procédant à une reconstruction adéquate tenant compte des risques futurs.

Le marché vise à la conclusion d'un accord-cadre au sens de l'article 2, 35° de la loi du 17 juin 2016.

Il vise à constituer une liste de bureaux d'études pouvant être sollicités par le pouvoir adjudicateur.

Le nombre maximum de soumissionnaires qui seront retenus est de deux.

Le descriptif de la mission est décrit au chapitre III (Description des exigences techniques).

La mission concerne tous ouvrages construits ou à construire pour lesquels SPI est mandatée.

Les ouvrages pourront être du type : murs de berges, murs de soutènements, voiries, talus ...

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention du soumissionnaire sur le fait que les travaux seront notamment à commander aux adjudicataires de l'ACCORD CADRE – BERGES DE LA VESDRE – TRAVAUX DE RESTAURATION DES BERGES NATURELLES ET D'OUVRAGES EN BERGES SUITE AUX INONDATIONS DE JUILLET 2021 et sur base du cahier des charges de travaux ci-joint et des offres retenues pour les lots 1 et 2.

Le recours à ce marché différencie les missions de type A et de type B telles que reprises au chapitre III (Description des exigences techniques).

Les prestations du bureau d'études varieront en fonction du type d'ouvrage. En particulier, la mission comprend notamment les études de stabilité nécessaires à la conception des ouvrages.

Le bureau d'études travaillera en étroite collaboration avec les intervenants de chaque projet : maître d'ouvrage, DCENN du SPW, Service Technique Provincial, Communes, Bureau d'études spécialisé en hydromorphologie désigné par SPI, SPW-MI, Coordinateur Sécurité et Santé,....

Chaque mission fera l'objet d'une commande séparée. Les prestations sont donc fractionnées et tributaires des commandes passées.

Au préalable et pour chaque nouvelle demande émanant du pouvoir adjudicateur, le bureau d'étude rencontrera celui-ci afin de cerner au mieux la mission demandée tant au niveau technique qu'au niveau financier.

Sur base des desideratas du pouvoir adjudicateur, il fournira une estimation du délai de réalisation de la mission.

Des prestations d'un ingénieur sont également prévues pour des missions complémentaires relatives à l'estimation du coût de travaux d'aménagements résilients de la vallée de la Vesdre (propositions d'aménagements émanant des PDDQ et Schéma Vesdre).

En cas de missions spécifiques pour lesquelles le tarif horaire serait d'application, une évaluation du nombre d'heures sera faite préalablement par le bureau d'études. Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de remettre les deux bureaux d'études en concurrence pour ces missions spécifiques.

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention du soumissionnaire sur le fait que l'objet des marchés (type de travaux, volume des travaux, etc..) et la cadence de leur émission, ne peuvent être décrits précisément au moment de la publication de ce marché.

Il n'y a pas de quantité minimale de commande. Les commandes se feront au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur, sans que l'attributaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Le budget maximal de commande pour ce marché est de 5 000 000 EUR HTVA. Le pouvoir adjudicateur peut donc commander des missions jusqu'à atteindre ce montant. Lorsque le budget maximal de commande est atteint, le marché prend fin, et ce même si celui-ci dure moins de 4 ans.

La conclusion du présent marché ne donne au prestataire...(voir documents du marché)

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: METHODOLOGIE / Weighting: 30

Cost criterion - Name: PRIX / Weighting: 70

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 48

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1.

Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

* Conformément à l'article 39 de l'AR du 18 avril 2017, par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion visés aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016 relative aux Marchés Publics

Le pouvoir adjudicateur procédera à la vérification des obligations sociales et fiscales de tous les soumissionnaires dans les vingt jours suivant la date ultime pour l'introduction des demandes de participation ou des offres et à la vérification des autres obligations du soumissionnaire pressenti (absence de faillite, liquidation, cessation d'activités, réorganisation judiciaire, et le cas échéant agrégation), sur la base des attestations qui sont disponibles électroniquement pour le pouvoir adjudicateur via l'application Télémarché ou via d'autres applications électroniques équivalentes et accessibles gratuitement dans d'autres Etats membres.

Pour la vérification des condamnations éventuelles, Télémarché ne permettant pas d'avoir connaissance du casier judiciaire, le pouvoir adjudicateur demandera à l'adjudicataire pressenti de lui communiquer un extrait du casier judiciaire central. Ce dernier est à demander au Service du casier judiciaire central.

- par courrier à l'adresse : SPF Justice - DG Organisation judiciaire - Casier judiciaire central - 115 boulevard de Waterloo, 1000 Bruxelles

- par fax au numéro +32 2 552 27 82

- par e-mail à cjc-csr@just.fgov.be

- Pour de plus amples informations tel. au 02/5522747 (fr) ou 02/5522748 (nl).

Ce document devra être communiqué au pouvoir adjudicateur dans les 5 jours ouvrables à compter de la demande faite au soumissionnaire.

* Le DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il ne se trouve pas dans une des situations d'exclusion visées aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016.

L'article 70 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics s'applique. Pour les motifs d'exclusion visés à l'article 67 de la loi, le candidat ou soumissionnaire signale d'initiative s'il a pris les mesures correctrices visées au paragraphe 1er de l'article 70 au début de la procédure.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Le DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il satisfait aux critères de sélection suivants :

1. Le soumissionnaire complètera la partie IV du DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il satisfait aux critères de sélection suivants :

Une déclaration concernant le chiffre d'affaires moyen Une déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel moyen au cours des trois derniers exercices.

Minimum level(s) of standards possibly required:

1. Le soumissionnaire doit faire état d'un chiffre d'affaires annuel moyen sur les 3 dernières années écoulées au moins égal à 800.000 EUR HTVA.

Si le soumissionnaire est une association/un groupement comprenant plusieurs bureaux (uniquement bureaux d'architecture et bureaux d'ingénierie), le chiffre d'affaires annuel considéré sera le cumul des chiffres d'affaires des différents bureaux faisant partie de l'association/du groupement. Pour rappel, si le candidat a recours aux capacités d'autres entités en ce qui concerne des critères ayant trait à la capacité économique et financière, il doit apporter la preuve par écrit que les entités sont solidairement responsables de l'exécution du marché, via une déclaration d'engagement des membres du groupement.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

Le DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il satisfait aux critères de sélection suivants :

1. Le soumissionnaire devra démontrer la capacité d'étude et direction de travaux relatifs à une reconstruction de berges de cours d'eau ou à des travaux en lien avec des berges de cours d'eau d'un montant correspondant au minimum à 300.000 EUR HTVA chacun, travaux exécutés ou en cours d'exécution (c'est-à-dire atteint au minimum la phase chantier) sur des cours d'eau non navigables de 1ère, 2ème et 3ème catégorie, au cours des 7 dernières années écoulées.

Le Pouvoir adjudicateur prend en compte les sept dernières années afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, vu que les études et la réalisation des projets de ce type sont moins courantes.

Minimum level(s) of standards possibly required:

1. 3 références d'au minimum 300.000 EUR (valeur HTVA des travaux)

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

Framework agreement with a single operator

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 28/07/2023 Local time: 11:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Tender must be valid until: 25/11/2023

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 28/07/2023 Local time: 11:00

Place:

SPI, Rue du Vertbois, 11 à 4000 Liège

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

Les offres peuvent uniquement être introduites électroniquement sur le site internet de e-Tendering <https://eten.publicprocurement.be/>.

VI.4. Procedures for review**VI.4.1. Review body**

Official name: CONSEIL D'ETAT

Postal address: Rue de la Science, 33

Town: BRUXELLES

Postal code: BE-1040

Country: Belgium

Internet address: <http://conseildetat.be>

VI.5. Date of dispatch of this notice

27/06/2023